

CAP des SACDD

des 11, 12 et 13 mars 2019

**Promotions tableaux
d'avancement à SACDD
Classe Supérieure et Classe
Exceptionnelle 2019
(complément)**

**Promotions liste d'aptitude
2019 à SACDD Classe Normale**

Détachements

Réorganisations de services

Recours

Titularisations

Intégrations



DÉCLARATION CGT À LA CAP DES SACDD DES 11, 12 et 13 MARS 2019

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, Cher-ère-s Camarades,

C'est la première réunion de cette CAP nouvellement élue. La forte participation des personnels à l'élection du comité technique ministériel (73,06%) lors des élections professionnelles du 6 décembre dernier, renforce la légitimité de l'action syndicale et des syndicats.

C'est, forts de cette légitimité, que les élus à cette CAP des SACDD ont décidé unanimement de boycotter la CAP d'installation initialement prévue le 12 février dernier. Il était impensable pour nous de cautionner un règlement intérieur de la CAP synonyme de régressions pour nous, élus, mais aussi pour les droits des personnels que nous représentons.

Pour notre corps des SACDD, les personnels sont également nombreux à avoir voté le 6 décembre. Le taux de participation est quasiment identique à celui de 2014 et légitime, là aussi, le mandat qui a été donné aux organisations syndicales dans le cadre de cette CAP.

La représentativité de la CGT a légèrement augmenté et nous remercions tous les agents qui nous ont fait confiance. Nous saurons nous en montrer dignes.

La forte participation des personnels démontre l'attachement des agents à la défense de leurs droits et prouve le besoin de continuer le combat à l'aube des grands bouleversements et de la casse des missions de service public programmés par le gouvernement par Action Publique 2022.

En ce début de mandat, la CGT tient à remercier par avance les « petites mains » de MGS pour tout le travail qui sera à fournir en amont et en aval des CAP.

Depuis son arrivée au pouvoir il y a un peu moins de deux ans, Emmanuel Macron mène une politique ultralibérale, au service des plus riches et du patronat. Cela fait déjà de longs mois que cette politique entraîne de légitimes colères et mobilisations. Le mouvement des gilets jaunes, inédit par bien des aspects, en est une illustration incontournable.

Face à cela, le Président de la République maintient l'essentiel de ses orientations économiques (cf « lettre aux Français » du 15 janvier), celles-là mêmes qui conduisent à la situation explosive actuelle.

Dans son discours devant les préfets du 17 janvier, le ministre de l'Intérieur a annoncé sa volonté de désigner les préfectures comme seuls services représentants de l'État dans les territoires. Ce discours prépare également des fusions de DDI intra-départementales voire interdépartementales !

Personne ne doit non plus être dupe du grand débat national en cours. On voit bien que les dés sont complètement pipés puisque les thèmes sont circonscrits au bon vouloir de ses initiateurs et que des points, parmi les plus essentiels, ne peuvent être questionnés et, a fortiori, être remis en cause.

La Fonction publique, ses missions et ses agents, demeurent plus que jamais dans le collimateur du Président et du gouvernement.

La liste des attaques est déjà bien longue : gel interminable de la valeur du point d'indice, rétablissement du jour de carence, remises en cause de missions publiques, perspective de nouvelles et massives suppressions d'emplois, réforme des retraites annoncée et baisse catastrophique des pensions versées...

Toutes ces mesures dont la liste est loin d'être exhaustive, ont d'ores et déjà des conséquences néfastes sur le pouvoir d'achat, les conditions de travail et la qualité du service public.

Mais, il se prépare ce qu'il convient d'appeler un tsunami !

En effet, contre vents et marées, et en dépit de l'opposition quasi unanime des organisations syndicales, un projet de loi dévastateur est toujours à l'ordre du jour. Ce projet de loi constitue une attaque d'une ampleur inédite pour les agents de la Fonction Publique et est synonyme de démantèlement du statut général.

Ce projet de loi s'articule autour de 4 axes :

- 1 – Vider de leur substance les organismes consultatifs : fusion du CHSCT et du comité technique, CAP privées de leurs compétences ;
- 2 – Accroître les recours aux contractuels ;
- 3 – Rémunération au nom du soi-disant mérite ;
- 4 – Plans de départ volontaires.

Ces orientations, synonymes de régression sociale de plus d'un siècle, sont combattues par toutes les organisations syndicales de la Fonction Publique. La CGT combattra toujours une politique qui vise à développer la précarité, à accroître les inégalités entre agents et à soumettre ainsi davantage ces agents ainsi que les usagers à l'arbitraire.

Les revendications de justice sociale, fiscale et écologique exprimées depuis plus de 3 mois, ainsi que l'appel unitaire CGT, FO, FSU et Solidaires et des organisations de jeunesse à la mobilisation du 19 mars pour faire barrage au projet de loi dévastateur de transformation de la Fonction Publique, doivent trouver rapidement des réponses du gouvernement, du patronat et de l'État-employeur pour ses propres salariés.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement le pouvoir d'achat, 8 organisations syndicales, dont la CGT, exigent une revalorisation salariale de toutes et tous les agent-es. Au quotidien, les agents publics travaillent au service de l'intérêt général et font vivre des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire. Améliorer leur pouvoir d'achat est d'autant plus urgent que, depuis son arrivée, le gouvernement a accumulé des mesures négatives à leur encontre.

La CGT appelle l'ensemble des collègues à signer et faire signer massivement la pétition sur la revalorisation des salaires et des pensions. Vous pouvez y accéder en cliquant sur le lien suivant : [pétition en ligne](#)

Circulaire promotions 2020

La lettre d'envoi du 7 janvier 2019 de cette circulaire donne le ton, en rappelant les nouveautés pour les promotions 2020 et notamment que « *le processus des concertations locales relatif aux promotions est laissé à l'appréciation des chefs de services* » !!!

Pire encore, la circulaire stipule que « *les concertations locales doivent être composées uniquement des représentants du personnel du même macro-grade que la promotion considérée* ». Pour la CGT c'est inadmissible !!!

Les commissions de concertation locales participent à améliorer le dialogue social au sein des services et permettent aux agents d'être traités en toute équité et clarté, ce qui est loin d'être le cas dans les instances d'harmonisation des ZGE !

Par ailleurs, la CAP s'appuie sur un travail de concertation au niveau local et pour les élues CGT à cette CAP, il est impensable de se passer de ce travail !

La CGT est opposée à ces nouvelles attaques contre le rôle des représentants des personnels. Elle continuera à défendre et à faire respecter les règles d'équité entre les agents.

Concours et examens

- Examen professionnel SACDD classe normale 2018 : une situation aberrante !!!!

Des agents reçus sur la liste principale qui ont signé leur arrêté de nomination puis qui ont été déclassés sur la liste complémentaire... Des agents reçus sur cette même liste complémentaire qui sont ensuite retirés... Des agents qui ont un cumul de points supérieur à celui du dernier reçu...

La CGT a aidé tous les agents en difficulté et incité ceux non retenus à la 2ème parution à déposer un recours devant le tribunal administratif.

La CGT a bien conscience que l'erreur est humaine. Cependant le manque de communication en la matière est déplorable. La solution proposée par le contrôleur budgétaire ministériel de nommer les agents inscrits sur la liste complémentaire de l'examen professionnel, en prenant les postes sur le quota de la liste d'aptitude 2019 permet une certaine justice mais elle l'est au détriment des agents proposés sur la liste d'aptitude.

- Promotions à attaché

Comme chaque année nos collègues lauréats à l'examen professionnel d'attachés, au concours interne exceptionnel ou promus par liste d'aptitude n'arrivent à concrétiser leur promotion dans l'année qui suit faute de trouver un poste en mobilité ou d'avoir obtenu un projet professionnel dans leur service.

Les élues CGT vous demande un bilan sur ces promotions.

RIFSEEP

La CGT a toujours été opposée au CIA et a toujours demandé que ce complément indemnitaire soit basculé d'une manière définitive sur l'IFSE. Force est de constater que nous avons raison, car la 1ère attribution du CIA aux SACDD fin 2018 a démontré que cette part indemnitaire est :

- source d'inégalité la plus totale,
- attribuée pour pénaliser les agents qui n'ont pas obtenu le montant de référence,
- source d'un climat « fratricide » dans les services.

La CGT tient à ré-attirer l'attention de tous les agents sur le fait que ce CIA n'est absolument pas pérenne, qu'il peut varier d'une année à l'autre de 0 à 200 % du montant de référence et qu'il peut ne pas être servi.

De plus, ce CIA devrait être représentatif du compte-rendu de l'entretien professionnel de l'année, ce qui n'est pas le cas.

La CGT dénonce les réorganisations permanentes dans nos ministères qui systématiquement s'accompagnent de suppressions de services, de postes, de missions, etc...

La CGT reste disponible et vigilante pour accompagner les agents et faire valoir leurs droits. Elle continuera à combattre ces réformes incessantes ainsi que celles annoncées, par tous les moyens notamment par la grève et les manifestations.

La CGT appelle tous les personnels à la rejoindre lors des différentes manifestations organisées le 19 mars 2019.

Merci de votre attention.

Les élues CGT à la CAP des SACDD

Informations données en CAP et commentaires de la CGT

- Bilan concours attachés en cours.
- Examen professionnel SACDD classe normale 2018 : Malgré l'erreur dans la publication des résultats, les agents concernés (9 au total) ont pu être nommés SACDD.
Commentaire : Pour la CGT l'erreur est humaine. Il est cependant dommage que l'administration n'ait pas mieux communiqué. En ponctionnant les postes sur la liste d'aptitude 2019, l'administration prive 9 agents d'une promotion au titre de 2019 !!!
- Commission de concertation locale : cette commission n'existe pas dans les textes, c'est pourquoi elle a été supprimée de la circulaire promotions 2020. Il est laissé à la libre appréciation des chefs de service de la conserver ou non.
Commentaire : Cette commission est essentielle pour la CGT puisqu'elle permet de rectifier les éventuelles erreurs ou oublis.



Comme toujours les élues CGT resteront vigilantes pour porter les revendications collectives et individuelles des SACDD.

TABLEAUX D'AVANCEMENT SACDD CLASSE SUPERIEURE et CLASSE EXCEPTIONNELLE 2018

À la suite de la réussite de 2 agents aux concours professionnels 2018 de SACDD classe supérieure et de SACDD classe exceptionnelle, agents qui avaient été promus par tableau d'avancement au titre de 2018, la CAP a réétudié les dossiers des agents issus des mêmes zones de gouvernance que les lauréats.

Sont promus au 01/01/2018 :

| | REGION | NOM - PRÉNOM | SERVICE |
|----------|-----------|------------------|-----------|
| SACDD CS | GRAND EST | DIETTE Stéphanie | DDCSPP 09 |
| SACDD CE | OCCITANIE | RAVILLON Hervé | DREAL |

LISTE D'APTITUDE SACDD CLASSE NORMALE 2019

Nombre de promouvables : 5 542

Nombre de proposés (retenus par les harmonisateurs - ZGE) : 257

Nombre de postes : 113 postes

Date d'effet : 1^{er} janvier 2019

Message aux agents promus :

Suite à l'application de l'accord PPCR par la Fonction Publique (accord que la CGT n'a pas signé), nous vous invitons à demander une simulation de carrière à votre administration (sur les parties indiciaires et indemnitaires).

Cette simulation vous permettra de prendre une décision concernant votre promotion en toute connaissance de cause (inversion possible de carrière, situation au moment de votre départ à la retraite, votre situation globale tant indiciaire qu'indemnitaire).

Les 113 agents de la liste principale seront contactés par leur service et auront jusqu'au 15/05/2019 pour accepter ou renoncer à leur promotion. Un éventuel renoncement n'obère pas le fait que l'agent puisse être à nouveau proposé.

Une liste complémentaire de 13 agents a été établie en cas de renonciation d'agent(s) de la liste principale. Les agents seront appelés dans l'ordre du classement.

| RÉGION | NOM – PRÉNOM | SERVICE |
|----------------------------|----------------------------|--------------------|
| AUVERGNE RHÔNE-ALPES | WEPIERRE Marlène | DDT 73 |
| | BERNAUD Françoise | DDT 43 |
| | LANORE DEL CAMPO Sandrine | DREAL |
| | LACHENAL Joëlle | DDT 38 |
| | VILOTTE Valérie | DIR Centre-Est |
| | HEBERT Sylvie | DDT 69 |
| | FERNANDEZ Danièle | DIR Massif-Central |
| | DEPALLE Isabelle | DDT 03 |
| | DUBOIS Corinne | DDT 74 |
| | ORAND Sylvie | DREAL |
| | REDON Odile | DDT 07 |
| BOURGOGNE FRANCHE-COMTE | MICHAUD Christine | DDT 39 |
| | CHEVALIER Patricia | DDT 89 |
| | GRELICHE-LOUVEAU Isabelle | DDT 58 |
| | MICHEL Marie-Thérèse | DDT 71 |
| BRETAGNE | GUYARD Patricia | DREAL |
| | SIMON Grazziana | DDTM 29 |
| | MALARDE Gaëlle | DDTM 56 |
| | BERNARD Michèle | DDTM 29 |
| | QUELEN-LE CORVELLER Robert | DDTM 22 |
| | AMRANI Leïla | DDCSPP 35 |

| | | |
|----------------------------|------------------------|----------------|
| CENTRE VAL DE LOIRE | LESCROART Michèle | DDCSPP 41 |
| | ABDELLI Patricia | DDT 41 |
| | CHAVET Marie-Chantal | DDT 18 |
| | LANDRE Nadine | DREAL |
| CORSE | GIACHERO Eric | DDTM 2A |
| GRAND-EST | BENOIT Marie-Bénédicte | DDT 10 |
| | MOUCHOT Isabelle | DREAL |
| | MAHLE Catherine | DIR Est |
| | TERRENZIO Corinne | DDT 57 |
| | GOFFIN Brigitte | DDT 08 |
| | LOUCHET Sandrine | DDT 51 |
| | JEHL Mireille | DDT 68 |
| | KRETZ Éliane | DREAL |
| HAUTS DE FRANCE | BRAY Emmanuelle | DDTM 62 |
| | HAREN Valérie | DREAL |
| | REMY Isabelle | DDT 60 |
| | RATTE Agnès | DDT 02 |
| | HALUDA Christine | DDTM 62 |
| | MANDEL Michèle | DREAL |
| | TOURBIER Danielle | DDTM 59 |
| ÎLE DE FRANCE | BLAMAUD Marielle | DDT 91 |
| | WATHELET Martine | DRIEA |
| | VIAREGGI Brigitte | DDT 77 |
| | TADJINE Nadia | DRIAAP / DRIEA |
| | CROISIC Alain | DRIEA |
| | IZZA Malika | DDT 78 |
| | LE DANTEC Sylvie | DRIEE |
| NORMANDIE | BRIERE Frédérique | DDTM 14 |
| | SENOVILLE Dominique | DDTM 50 |
| | LE TOLLEC Pascal | DDTM 14 |
| | COSSARD Sylviane | DDTM 76 |
| | GUESDON Maryse | DDTM 50 |
| | DESPREZ Pascale | DIRM MEMN |
| NOUVELLE AQUITAINE | PRINCE Jean-Marc | DDTM 64 |
| | PIERRE Sylvie | DDTM 17 |
| | TAYSSE Karine | DDT 87 |
| | NIEGER Philippe | DDTM 40 |
| | FOURTIER Geneviève | DDTM 33 |
| | BERTRAND Dominique | DDT 16 |
| | VERDEAU Nadine | DREAL |
| | BOUTET Véronique | DIRM SA |

| | | |
|---|--------------------------|-----------------|
| | BARBERA Muriel | UDAP 24 |
| | ORGE Céline | DDT 23 |
| OCCITANIE | POUSSE Sylvie | DDTM 34 |
| | DESBANS Philippe | DDT 46 |
| | PAUL Sylvette | DREAL |
| | BOYER Laurent | DREAL |
| | DERRUA Marie-Claude | DDT 82 |
| | BOURDAA Nadine | DREAL |
| | ANDRADE Valérie | DDCS 30 |
| | GRILLERE Stéphanie | DDTM 30 |
| | RAMOND Françoise | DDT 3 |
| PAYS DE LA LOIRE | BUFFET Clotilde | DDT 49 |
| | DRAGEON Marie | DREAL |
| | JOSSE Raymond | DDTM 44 |
| | FROGER Josette | DDCS 72 |
| | AUVRAY Isabelle | DDT 53 |
| PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR | DUVALLON-LANNEZ Gina | DREAL |
| | BRUN Laurence | DDTM 83 |
| | MARIANI Nadia | DIRM MED |
| | TALLEMANT Béatrice | DDTM 06 |
| | BRAILLE Marie-Pierre | DDT 84 |
| | REYNAUD Brigitte | DDTM 13 |
| MIGT 8 | NAGERA Gerty | DEAL Guadeloupe |
| | FANARY Élisabeth | DEAL Mayotte |
| | PALCY-FERRATY Danielle | DEAL Martinique |
| | ALEXANDRE Alex Émilienne | DEAL Guyane |
| | EPAULE Christine | DTAM |
| | SAMELOR Marie-Nathalie | DEAL Réunion |
| | THOMAS Louissette | DM Guadeloupe |
| | SAKINE Awa | DEAL Mayotte |
| ADMINISTRATION CENTRALE | VACILOTTO Isabelle | STRMTG |
| | BLANCHARD Bruno | SG/DRH |
| | LE VAN Thi Phuong | SG/DICOM |
| | ANDRES Catherine | DGITM |
| | DALLEAU Jean-Paul | SG/DAF |
| | MAURIN Christine | SG/DAJ |
| | ROGER Marie-Claude | DGALN |
| | DUPONCEL Véronique | CMVRH |
| | PIGEAU Sandrine | CGDD |
| | GODARD Claudine | CABINET |
| | HEAS Corinne | CGEDD |

| | | |
|--------------------------------------|------------------------|----------------------------------|
| | MENGES Sylvie | DGEC |
| CEREMA | CARPENTIER Nelly | DterNP |
| | PEIFFER Pascale | DterEst |
| | BERNARD Joëlle | DtecTV |
| ENIM | LE GRIFFON Nadine | SDPO/CPM St Malo |
| | HERAULT Véronique | SDPO/DOMO |
| VNF | MICHAUX Jocelyne | DTNE |
| | OSSARD Maryse | DTSO |
| | GEERAERT Brunella | DTBS |
| | KUKULA Pascale | DTNPdC |
| | AUBERTIN Brigitte | DTNE |
| ANAH | BAZIRE Serge | |
| IFSTTAR | LAVAUD Catherine | |
| IGN | HEMERYCK Isabelle | DRH |
| PARCS NATIONAUX | ROTA Sylvie | Vanoise |
| HORS MINISTÈRES | COLLIN Patricia | Ministère des Armées/ESID Metz |
| | DUROSE Nadine | Ministère du Travail/DIRECCTE 95 |
| | RICHARD-ASICI Isabelle | ACNUSA |
| | LESTRADE Bianca | SAM Polynésie Française |
| SYNDICATS et ASSOCIATIONS | TARRIET Viviane | FNASCE |
| | MATHEUS Armelle | MGEN |

LISTE COMPLÉMENTAIRE 2019 : (attention cette liste complémentaire n'est valable que pour cet exercice 2019)

| | | | |
|----|-----------------------|-------------------------|----------------|
| 1 | MANDEL Édith | CENTRE VAL DE LOIRE | DDT 36 |
| 2 | FALGUIERES Christophe | ÎLE DE FRANCE | DRIEA |
| 3 | COZIC Nelly | NORMANDIE | DREAL |
| 4 | QUIRAC Mireille | CORSE | DREAL |
| 5 | LAUSENT Odile | ADMINISTRATION CENTRALE | ENTE |
| 6 | VIGREUX Évelyne | HAUTS DE FRANCE | DDTM 80 |
| 7 | PROTEAU Ghislaine | ÎLE DE FRANCE | DDT 95 |
| 8 | MENOUD Sylvie | BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ | DDT 21 |
| 9 | LESTIENNE Pascal | VNF | Siège |
| 10 | CLAUDON Marie-José | GRAND EST | DDT 88 |
| 11 | CHATAIGNIER Annick | NOUVELLE-AQUITAINE | DIR Atlantique |
| 12 | CHANUT Christine | AUVERGNE RHÔNE-ALPES | DDT 42 |
| 13 | FERTIL Philippe | BRETAGNE | DDCS 29 |

DÉTACHEMENTS ENTRANTS DANS LE CORPS (sous réserve du SERM - régularisation cycle 2019/3)

| NOM – PRÉNOM | ADMINISTRATION D'ORIGINE | SERVICE D'ACCUEIL | GRADE D'ACCUEIL | DATE D'EFFET |
|----------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|--------------|
| FOURNIER-CEDELLE Isabelle | Ministère Intérieur | DREAL Centre Val de Loire | SACDD CS AG | 28/12/18 |
| PAUYA Pascale | Ministère de la Justice | SDSIE (75) | SACDD CS AG | 01/04/19 |

DÉTACHEMENTS HORS PÉRIMÈTRE

| NOM – PRÉNOM | ADMINISTRATION D'ORIGINE | SERVICE D'ACCUEIL | GRADE D'ACCUEIL | DATE D'EFFET |
|-----------------------------|---|---------------------------------|-----------------|--------------|
| ABRIAL Magali | Ministère de l'action et des comptes publics | AFB | SACDD CE | 01/07/19 |
| AGAOUZ Souad | Commune de Montigny les Corneilles | AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE | SACDD CN | 01/04/19 |
| BEHR Marie-Françoise | Ministère des armées | ONCFS | SACDD CE | 01/03/19 |
| DEMBREVILLE Laurence | Conseil Départemental de l'Essonne | ONCFS | SACDD CS | 01/04/19 |
| MARGUERITE Véronique | Ministère de l'action et des comptes publics | AFB | SACDD CN | 01/05/19 |
| MERDY Isabelle | Ministère de la culture et de la communication | ONCFS | SACDD CE | 01/04/19 |
| NICOLAS Simone | Ministère de l'agriculture et de l'alimentation | AFB | SACDD CN | 01/07/19 |
| ROUSSEAU Valérie | Syndicat des Eaux d'Ile de France | AFB | SACDD CE | 01/04/19 |

RÉORGANISATIONS DE SERVICES

La réorganisation des DDT 25 et 71 est présentée en CAP pour information.

RECOURS TÉLÉTRAVAIL

Les 2 recours présentés portant sur la campagne 2018, les décisions afférentes sont caduques au moment de l'examen de ces recours. La CAP ne peut donc pas donner un avis. Il sera cependant rappelé aux services concernés par la DRH qu'un refus de télétravail doit être suffisamment justifié.

RECOURS CREP

1 recours a été étudié : la CAP a donné un avis favorable concernant la demande de l'agent pour la révision de l'appréciation littérale de son compte-rendu.

RECOURS RIFSEEP

5 recours ont été étudiés en CAP :

- 1 recours nécessite des informations complémentaires auprès du service.
- 1 recours a obtenu un avis favorable.
- 2 recours ont fait l'objet d'une proposition de maintien du montant de l'IFSE par l'administration.
- 1 recours a fait l'objet d'une proposition de maintien du groupe de fonction par l'administration.

La CGT a voté CONTRE les 3 propositions de maintien (montant de l'IFSE et groupe de fonction).

TITULARISATIONS

Titularisations validées en CAP :

| NOM – PRÉNOM | SERVICE | DATE D'EFFET |
|-------------------------------|--------------|--------------|
| BLANQUART Aurélie | ENIM (Siège) | 30/12/18 |
| BOISQUILLON Nathalie | SG | 01/03/19 |
| BOITHIAS (MOUTON) Gaëlle | ONCFS | 28/09/18 |
| BRETON Isabelle | ONCFS | 28/09/18 |
| BRONCHY (BORG PISANI) Chantal | ONCFS | 28/09/18 |
| CALVARY Sandrine | ENPC | 28/09/18 |
| CORTET (FRANCOIS) Laëtitia | ONCFS | 28/09/18 |
| FAION Célia | DDT 78 | 04/10/18 |
| FANCHIN (BEGHIN) Marie-José | ONCFS | 28/09/18 |
| GESTY Marine | DDT 02 | 18/12/18 |
| HERVE (TOCQUE) Florence | DIRM MEMN | 02/02/19 |
| MERLE Patricia | ONCFS | 28/09/18 |
| PARRIOT-LAMICHE Eugénie | AFB | 02/09/18 |
| PEN (PAYET) Stéphanie | ENIM | 05/10/18 |
| PRAGNERE-KABALA Catherine | ENPC | 28/09/18 |
| SEGHENE Sonia | ONCFS | 28/09/18 |
| LEOTURE Alice | DDT 54 | 05/01/19 |

Un autre dossier a fait l'objet d'une prolongation de stage d'un an.

INTÉGRATIONS

| NOM – PRÉNOM | CORPS / GRADE D'ORIGINE | CORPS / GRADE D'INTÉGRATION | SERVICE | DATE D'EFFET |
|----------------------|--|-----------------------------|-----------|--------------|
| BRANCHE Céline | Secrétaire administrative de classe supérieure | SACDD CS | DDT 01 | 01/03/19 |
| COTOR Valérie | Secrétaire administratif de classe normale | SACDD CN | IGN | 01/04/19 |
| JOUANIQUE Bernadette | Agent technique et de gestion de 2ème niveau | SACDD CS | DDT 88 | 30/12/99 |
| LECERF Fabienne | IPSCR 2ème classe | SACDD CS | DDT 36 | 01/04/19 |
| PASDELOUP Nathalie | Secrétaire administratif de classe exceptionnelle | SACDD CE | DDCS 77 | 01/04/19 |
| PICCO Evelyne | Technicien de formation et recherche de classe normale | SACDD CN | ENSM | 01/04/19 |
| PIERAU Sylla | Rédacteur principal de 1ère classe | SACDD CE | DDCS 91 | 01/04/19 |
| SOUMANN Corinne | Secrétaire administratif IOM de classe normale | SACDD CN | DDCSPP 03 | 01/04/19 |
| THOUVENOT Laurent | Technicien territorial principal de 1ère classe | SACDD CE | DDT 05 | 01/04/19 |

Prochaines CAP :

- 21 et 22 mai 2019 : Mobilités cycle 2019-9
- 11 et 12 septembre 2019 : Pré-CAP promotions TA 2019
- 15, 16 et 17 octobre 2019 : Pré-CAP promotions LA et TA 2020
- 19, 20 et 21 novembre 2019 : Promotions LA et TA 2020
- 4 et 5 décembre 2019 : Mobilités cycle 2020/3

N'hésitez pas à transmettre vos dossiers et à contacter vos élues CGT à la CAP :

| | |
|---------------------------|--|
| RÉTHORÉ Laurence | DREAL HAUTE-NORMANDIE 2 rue Saint Sever 76032 ROUEN Cedex laurence.rethore@developpement-durable.gouv.fr ☎ 02 32 18 97 39 |
| STREIFF Bernadette | DDTM du FINISTÈRE 1 Rue du Port 29900 CONCARNEAU bernadette.streiff@finistere.gouv.fr ☎ 06 64 48 16 44 |
| BARBEAU Christelle | DDTM des LANDES 351 Boulevard Saint Médard – BP 369 40012 MONT DE MARSAN Cedex christelle.barbeau@landes.gouv.fr ☎ 05 58 51 31 05 |
| EMBOULÉ Francette | Syndicat CGT d'Administration Centrale La Grande Arche Paroi Sud 92055 LA DÉFENSE Cedex francette.emboule@i-carre.net ☎ 01 40 81 20 27 |

BULLETIN D'ADHESION

Rejoignez la CGT et prenez la parole dans vos services et pour participer à la vie syndicale localement et nationalement :

NOM : PRENOM :

SERVICE :

ADRESSE :

.....

SIGNATURE

NOTA BENE : les cotisations syndicales ouvrent droit à un CREDIT D'IMPÔT (66 %)